

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Vite-des-infos-48871>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°69 > **Vite, des infos !**

26 août 2016

Vite, des infos !

Allemagne : des nouvelles de l'Energiewende

Début 2016, vient d'entrer en vigueur en Allemagne l'interdiction totale d'installer des chauffe-eau au fioul dans les constructions neuves. Cette interdiction est déjà en vigueur depuis début 2013 au Danemark, qui en 2016 met en œuvre l'interdiction d'installer de tels chauffe-eau y compris dans les bâtiments existants (rénovation) s'il existe un réseau local de chaleur ou de gaz urbain.



En 2015, deux des 16 Länder allemands, le Mecklembourg - Poméranie - Occidentale (1,6 millions d'habitants) et le Schleswig-Holstein (2,8 millions d'habitants) produisent désormais 100% de leur consommation d'électricité avec des énergies renouvelables (en fait, 130 % pour le Mecklembourg). Le Schleswig-Holstein s'est fixé un objectif de 300 % en 2020 !

La presse française et internationale aime brasser des clichés et contre-vérités sur la transition allemande, du type "l'électricité est bien plus chère en Allemagne, le coût de la sortie du nucléaire nuit aux entreprises". Ce qui est totalement faux. Un bel exemple récent, concernant une industrie qui fait une consommation particulièrement intensive d'électricité, la fabrication d'aluminium : selon le Wall Street Journal, dans les 15 années passées, le nombre de fonderies d'aluminium est passé aux

États-Unis de 22 à 10, et le géant Alcoa ferme début 2016 une fonderie dans l'Indiana et réduira la production dans une autre au Texas. Que se passe-t-il en Allemagne pour cette industrie ? Le fondeur Trimet a annoncé fin 2015 qu'il va agrandir sa forge d'Essen, et Hydro va quadrupler sa production d'aluminium à Grevenbroich...

Source : <https://renewablesinternational.net>

Le Luxembourg prêt à payer pour fermer Cattenom

En avril, à l'occasion de la visite de Manuel Valls au Luxembourg, le premier ministre du Grand Duché, Xavier Bettel, a déclaré texto en conférence de presse face aux caméras : "Le site de Cattenom est un site qui nous fait peur. [...] Notre plus grand souhait serait que Cattenom ferme, car si Cattenom demain a un problème, le Grand-Duché est rayé de la carte, si le problème est grave."

Dans le cadre du choix des réacteurs à fermer en priorité que la France aurait à faire pour tenir l'illusoire engagement de Hollande de réduire la part du nucléaire à 50 % dans la production électrique, "le gouvernement luxembourgeois serait prêt à s'engager financièrement dans un projet transfrontalier [...] qui serait différent du nucléaire [...]".



Ci-contre : Manuel Valls souriait moins pendant la conférence de presse, lorsque son homologue luxembourgeois a déclaré "notre plus grand souhait serait que Cattenom ferme".

Des nouvelles de l'autorité de sûreté nucléaire étatsunienne

Début 2015, l'autorité de sûreté nucléaire des États-Unis, la NRC, déclarait publiquement que le niveau du risque d'attentat terroriste contre des sites nucléaires sur le territoire US n'a pas décru

depuis le 11 septembre 2001. Or, fin 2015, la NRC a pris deux décisions totalement irresponsables au regard de la protection des sites et matières nucléaires contre le risque terroriste.

Depuis l'après-11 Septembre, les centrales nucléaires devaient se soumettre à au moins un exercice de simulation d'attaque terroriste tous les trois ans, impliquant une équipe de faux terroristes qui testent la capacité des forces de sécurité du site à le protéger contre des attaques susceptibles de causer une fusion du cœur ou des dommages aux piscines de refroidissement du combustible usé.



Ci-contre : Des agents de sécurité de la centrale nucléaire de Davis Besse (États-Unis) en pleine simulation de résistance à une attaque terroriste.

Un des éléments clés de la crédibilité des résultats de la simulation est la réduction du délai de prévenance accordé à l'exploitant pour se préparer à la simulation, puisque pour un vrai attentat, l'effet de surprise est évidemment un facteur déterminant. Après le 11 Septembre, ce délai a été ramené de 6-12 mois à 12 semaines maximum. Mais le 11 septembre 2015 (sic !), le personnel de la NRC a proposé d'étendre ce délai de prévenance à... 9-15 mois ! Une proposition entérinée le 6 octobre. D'autant plus inquiétant lorsque l'on sait qu'au moins, dans les années 1990, les attaques étaient conçues et planifiées par des membres des Forces Spéciales de l'armée US... qui ont été largement marginalisées depuis dans la préparation de ces simulations, sous la pression des exploitants nucléaires mécontents de l'efficacité de ces faux terroristes (à l'époque, les centrales échouaient à 50 % des tests !).

Dans le même temps, la NRC a benoîtement décidé de reporter de 5 ans l'élaboration d'une nouvelle réglementation pour la protection contre le sabotage des containers de stockage à sec des déchets nucléaires, alors que la réglementation actuelle est insuffisante.

Pour compléter cet inquiétant tableau, un sondage commandé par la NRC en 2015 a montré que seuls

61 % du personnel de la NRC estime qu'il y règne un climat de travail permettant aux travailleurs de l'autorité de sûreté de dire la vérité en toute confiance aux échelons supérieurs de leur hiérarchie sans craindre de représailles. C'est moins que la proportion de travailleurs confiants chez plusieurs opérateurs nucléaires ayant commandé le même type d'étude par un organisme indépendant (centrales de Davis Besse, Millstone, Salem/Hope Creek).

Source : Union of Concerned Scientists, <https://allthingsnuclear.org>

Benny Hill au pays des "experts" du risque nucléaire

À la suite de Fukushima, la NRC exigeait des exploitants de réacteurs nucléaires qu'ils fassent de nouvelles études pour justifier de la résistance au séisme de leurs installations. La centrale de Diablo Canyon, en Californie, est notoirement entourée de failles sismiques.



Suite à deux études sismiques qui ont coûté 64 millions de dollars aux contribuables californiens, son exploitant, PG&E, a annoncé le 12 mars 2015 que les 2 réacteurs de Diablo Canyon sont adéquatement protégés des "événements naturels extrêmes".

Au prétexte qu'il y aurait trop peu d'experts compétents et disponibles, ceux engagés par PG&E se sont trouvés simultanément en position d'élaborer les arguments de l'exploitant des réacteurs, et de déterminer quels arguments ou hypothèses avancés par d'autres scientifiques seraient ou non retenus dans l'analyse définitive ! Juges et parties, donc.

Là où ça devient comique, c'est que pour démontrer leur "indépendance" et leur absence de "biais cognitif" lorsqu'ils devaient juger les vues des autres experts, ils ont adopté une méthode bien particulière : changer de casquette. Littéralement : lors d'une session publique, selon qu'ils s'exprimaient au nom de PG&E ou en tant qu' "experts indépendants", ils se mettaient sur la tête un casque de chantier rouge, ou bleu, ou encore blanc.

Mieux : ils se mélangent sans arrêt les pinceaux, parlent avec un casque sur la tête et l'autre à la main, manquent s'assommer avec des casques. Visionnez donc cette vidéo digne de Benny Hill ou Mr Bean : <https://www.sortirdunucleaire.org/valse-des-casques> Source : Alliance for Nuclear Responsibility, a4nr.org

Le projet Hinkley Point "met en péril" EDF selon ses salariés

Les salariés d'EDF exigent de façon de plus en plus pressante le report de la construction de deux EPR qu'EDF projette de bâtir à Hinkley Point C (HPC) en Grande-Bretagne. On les comprend : le coût prévisionnel (qui ne pourra qu'exploser) est de 24 milliards d'euros, dont 16 sont en théorie à la charge d'EDF, le reste à celle du chinois CGN. Pire, le JDD mentionne des clauses secrètes qui auront pour effet d'empirer la situation : selon les cas (surcoût, retard — quasi certain d'après une note interne des ingénieurs EDF —, ou validation par la Commission européenne du recours de l'Autriche contre l'aide de l'État britannique), EDF serait forcé de verser de plusieurs centaines de millions à plusieurs milliards supplémentaires à CGN ! Bref : déjà endetté à hauteur de 37 milliards et devant en outre sauver Areva NP de la faillite, l'électricien français n'a pas les moyens de ce projet.

Le 11 décembre dernier, les élus du comité d'entreprise d'EDF avaient déclenché pour la première fois un droit d'alerte devant la situation économique et sociale préoccupante de l'entreprise. Début mars, c'est le directeur financier d'EDF, Thomas Piquemal, qui a démissionné suite à son désaccord persistant sur la faisabilité à court terme de ce projet gargantuesque.

Mi-mars, la CGT lançait un référendum interne. D'après le JDD, sur les 5000 premiers sondés, 90 % souhaitent un report du projet HPC. Mi-avril, les syndicats CGT, CFDT, CFE-CGC et FO se sont fendus d'une lettre ouverte à François Hollande, qui malgré plusieurs demandes d'audience n'a donné ni suite ni réponse. Ils déclarent qu' "à ce jour, l'équation financière et l'organisation du travail plus que dégradées d'EDF ne permettent pas d'envisager sereinement la construction de deux EPR en Grande Bretagne." Et pourtant Emmanuel Macron ne cesse de pousser pour que le deal soit confirmé au plus vite avec l'État britannique...

Médiapart s'est procuré une note interne que des ingénieurs d'EDF, responsables de l'EPR et de la modernisation du parc nucléaire français, ont fait circuler en interne à partir de mi-avril. Elle est édifiante : "Le financement d'HPC (Hinkley Point C) est compliqué et met en péril la trajectoire du Groupe, car HPC est beaucoup trop cher" ; "il est apparu, au fil de construction de l'EPR de Flamanville 3, que la conception initiale du modèle EPR initial était entachée de nombreux défauts" ; c'est "peu dire que ce modèle UK EPR sera une nouvelle tête de série hybride et complexe, portant de ce fait un niveau de risque très élevé" ; "la compétence d'AREVA en matière de forgeage et de fabrication de gros composants est tombée à un point très bas." etc.

Pourquoi le gouvernement britannique s'entête-t-il dans un projet ruineux dont le coût surréaliste est dénoncé de toutes parts ? Et pourquoi le pays s'est-il ré-engagé tête baissée dans un ambitieux programme nucléaire civil, alors qu'en 2003 le gouvernement publiait un livre blanc sur l'énergie qui concluait sans ambiguïté que le nucléaire était sans intérêt, comparé aux renouvelables et à l'efficacité énergétique ? Selon deux universitaires britanniques, il s'agirait en fait, en coulisse, de "ré-activer" le nucléaire civil... pour préserver les capacités industrielles britanniques de conception et de fabrication des sous-marins nucléaires lanceurs de missiles atomiques, et ainsi préserver sa capacité de "dissuasion nucléaire" !

Sources : Le Monde, Médiapart, JDD, Usine Nouvelle, boursier.com, The Guardian